

Restauration scolaire. A Marseille, animatrices de « Changeons la cantine » et représentants de l'opposition échangent.

Citoyens et élus autour de la table

■ Les animatrices* du réseau « Changeons la cantine à Marseille » ont convié, hier, les élus de l'opposition de gauche, et du MoDem**, à une rencontre. Un exemple grandeur nature du travail en synergie que peuvent mener citoyens et élus.

Laurence Gervais, au nom de ce collectif, soulignant d'emblée sa « satisfaction de voir que notre message a été bien relayé par l'opposition au conseil municipal alors que la majorité semble ne pas nous entendre ».

Au-delà de rencontres informelles depuis que ce mouvement a vu le jour, c'est la première fois que ce type de réunion pouvait se tenir.

Les élus marseillais se félicitaient à leur tour de cette démarche. Une opinion unanime que résumait Christian Pellicani en soulignant, à l'adresse de Laurence Gervais, « vous nous aidez à mieux aborder cette question des restaurants scolaires. Heureusement qu'il y a des mouvements comme le vôtre ». Les échanges n'en sont cependant pas restés au stade des congratulations.

Ces parents issus de ce qu'on appelle la société civile et ces acteurs politiques que sont les élus ont travaillé pendant deux bonnes heures en recherchant l'efficacité pour que les revendications et propositions portées par le collectif aboutissent et en recensant ce qui pourrait être un frein pour atteindre ce but.

Ainsi, la question de ne pas « s'enfermer » dans une revendication « 100% bio » qui pourrait être

perçue comme « réductrice et irréaliste » a été abordée tout comme celle de la « décentralisation » de l'outil que constituent les restaurants scolaires marseillais.

Mais l'essentiel de ces fructueux échanges a surtout porté sur la représentativité de ce mouvement. Danielle Casanova, l'adjointe (UMP) au maire en charge des écoles, n'en fait pas mystère. Elle « consulte » les fédérations de

parents d'élèves mais pas « Changeons la cantine à Marseille » car, dit-elle souvent, « sinon on ne s'en sort plus ».

De fait, le collectif envisage de se transformer en une association qui pourrait s'intituler « Comité d'usagers des restaurants scolaires à Marseille » car « il vrai que nous restons, pour l'heure, un mouvement citoyen », semble déplorer Laurence Gervais.

Une alternative locale de qualité

■ « Changeons la cantine à Marseille », qui annonce recueillir 200 signatures par semaine depuis qu'une pétition a été lancée sur le net, milite « pour privilégier une alimentation à base de produits frais, de saison et issus de l'agriculture locale raisonnée ou biologique ».

Le mouvement souligne que « certaines grandes villes de France et d'Europe ont réussi à changer leurs habitudes, à proposer des alternatives locales et de qualité à l'alimentation de masse industrielle et parfois à passer en bio - que ce soit partiellement ou en totalité - pourquoi pas Marseille ?

Jérôme Plagne, qui représentait la Confédération paysanne lors de la rencontre avec les élus, préconise « de commencer par un aliment bio au moins pour chaque repas ». 45 000 repas sont servis chaque jour dans les cantines marseillaises.

Quelle représentativité ?

Une démarche qu'appuie le conseiller municipal Verts Sébastien Barles en estimant qu'effectivement « ce qui manque aujourd'hui à ce collectif c'est une reconnaissance locale et une représentativité plus forte ».

Partageant ce souci, Christian Pellicani a toutefois fait entendre une approche un peu différente. « Ce que vous faites déjà en tant que citoyens, comme vous dites, a toute sa valeur et il me semble qu'il ne faut pas céder sur la représentativité des citoyens en tant que tels... »

Si l'action de ce collectif s'ajoute c'est qu'un enjeu se précise. La Ville de Marseille doit renouveler en 2011 le marché de la restauration scolaire que se partagent la Sodexo et Avenance. Une échéance qui n'a échappé à personne.

MICHEL DEL PICCHIA

▲ * Egalement représenté hier par Martine Payeur, Christine Kristof et Delphine Lecouvreur.

** Michèle Poncet-Ramade, Michèle Rubirola-Blanc, Aïcha Sif, Sébastien Barles pour les Verts, Christian Pellicani pour le PCF, Sophie Goy pour le MoDem.

M.D.